Haïti 2030

2013

Osons demain

HAOJIN

Introduction

Haïti, 2030. Grâce à un travail de fond mené sur le long terme par le Gouvernement haïtien, Haïti s'est hissée au rang des pays émergents. Aujourd'hui, en 2030, la pauvreté a significativement diminué grâce à des politiques de création d'emplois, le sida et la tuberculose sont en recul permanent, le pays se reboise progressivement, les élections ont lieu de manière régulière et transparente, les infrastructures sont plus résistantes aux aléas naturels et les femmes jouent un rôle central dans l'économie haïtienne. Bien sûr, le chemin vers la résilience reste semé d'embûches, mais la volonté citoyenne a porté ses fruits et les résultats sont visibles.

Un rêve ? Une fiction ? Et pourquoi pas ?!

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont mis d'accord la communauté internationale sur des repères concrets, chiffrés et limités dans le temps pour s'attaquer à la pauvreté extrême sous toutes ses dimensions. Ils constituent un cadre de référence international qui permet aux gouvernements nationaux et aux institutions internationales de développement de travailler de concert vers des objectifs communs.

Tant en Haïti que sur le plan international, des progrès ont été enregistrés pour atteindre la réalisation des OMD dont la date butoir est 2015. Au-delà de 2015, les efforts engagés pour atteindre un monde de prospérité, d'équité, de liberté, de dignité et de paix seront poursuivis par les Nations Unies et particulièrement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour exploiter la dynamique dégagée par les OMD et poursuivre un programme de développement pour l'après-2015.

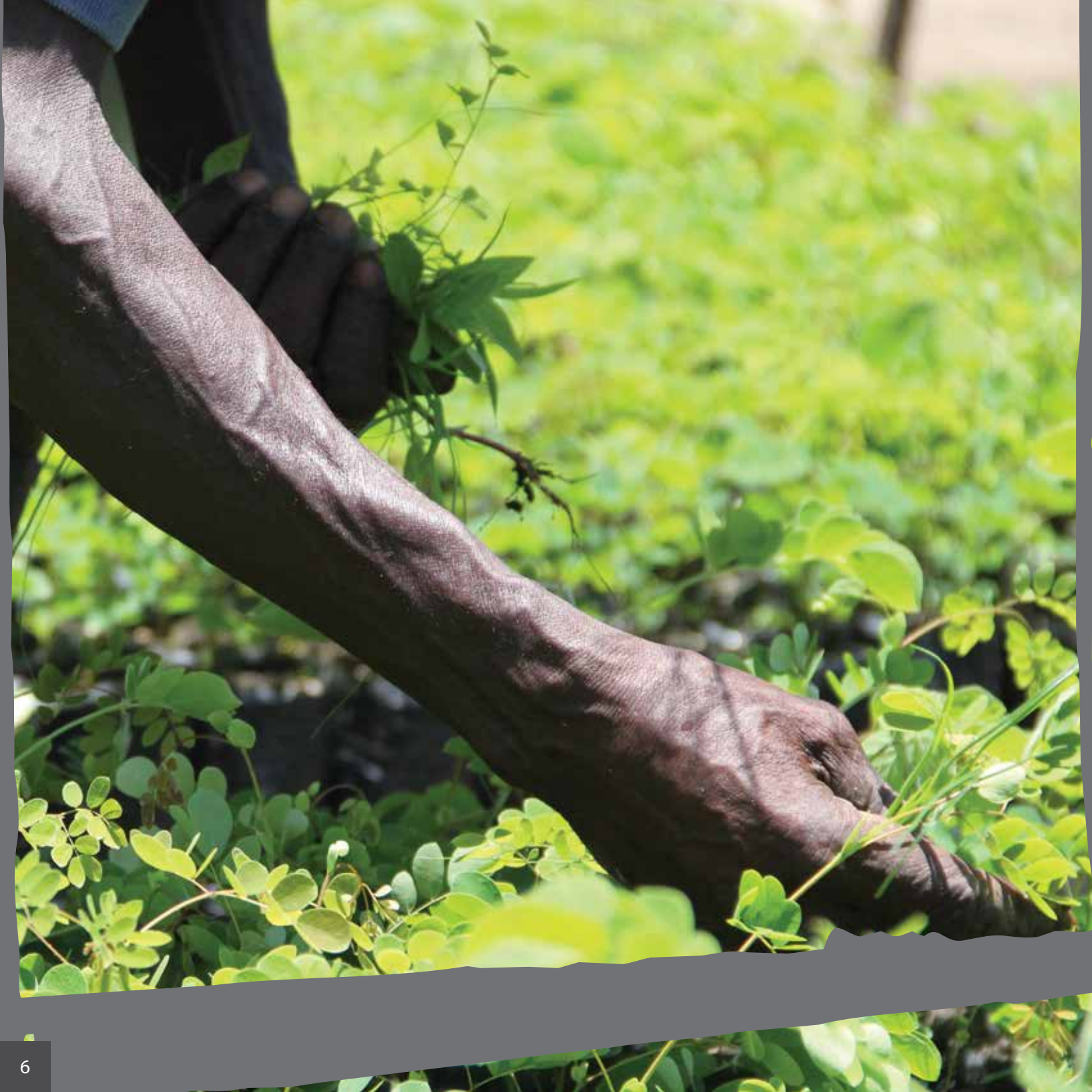
En Haïti, après le travail d'urgence qui a suivi le tremblement de terre dévastateur de 2010, le PNUD a placé toute son énergie dans un accompagnement sur le long terme afin de construire avec les élus, le peuple, les partenaires nationaux, le secteur privé et la communauté internationale, un avenir durable pour le pays. Pour y parvenir, le PNUD travaille aux côtés du gouvernement et de ses ministères pour renforcer leurs capacités dans les domaines d'intervention où le PNUD a une valeur ajoutée : le relèvement et la reconstruction, la réduction de la pauvreté et la création d'emplois, la gouvernance démocratique, la protection de l'environnement, la gestion des risques de désastres et la lutte contre le VIH/sida et la tuberculose tout en portant une attention particulière à l'autonomisation des femmes.

Le monde change et les piliers traditionnels tombent. Les villes sont de plus en plus peuplées, les campagnes de moins en moins. Haïti n'échappe pas à cette évolution. De nouveaux acteurs émergent au Sud et représentent des opportunités de développement formidables. La jeunesse devient chaque jour plus nombreuse. Le PNUD accompagne cette évolution. C'est pourquoi cette année, à travers cette brochure, il vous propose de vous projeter dans le futur au grès de témoignages de jeunes bénéficiaires qui ont accepté de jouer le jeu. Ils seront les acteurs de demain. Haïti 2030, c'est demain, osons-le…

“Aujourd'hui en 2030, je suis retourné pêcher sur la côte et je suis fier que mes enfants soient à leur tour devenus pêcheurs. Les arbres ont reverdi les collines et empêchent les inondations. L'eau qui coule dans les ravines ne salit plus nos mers.”

Les poissons sont de plus en plus rares sur les côtes haïtiennes. Comme c'est le cas pour Romel, les pêcheurs sont contraints de s'éloigner des côtes pour exercer leur métier et peu d'entre eux ont appris à protéger la mangrove et certains écosystèmes marins. Grâce à son travail pour l'adaptation aux changements climatiques, le PNUD et ses partenaires sensibilisent et offrent des solutions aux pêcheurs pour protéger leur environnement et le rendre moins vulnérable aux aléas naturels.

Romel Zephir
36 ans
Aquin



Sur la voie d'une Haïti respectueuse de sa biodiversité.

En raison de la dégradation ininterrompue de ses écosystèmes, de l'urbanisation anarchique, de la perte de la biodiversité, du manque de gestion des ressources naturelles, de la déforestation, Haïti fait partie des pays en développement qui subissent de plein fouet les effets néfastes des changements climatiques. Un cyclone, une canicule ou une forte pluie suffisent à anéantir les récoltes ou inonder les zones d'habitation. Autant de dangers auxquels le Gouvernement Martelly a décidé de s'attaquer en déclarant 2013 « année de l'environnement ». Dans cette logique, le PNUD œuvre aux côtés du Ministère de l'environnement (MDE) qu'il appuie au quotidien tant pour des questions techniques que de planification et de mise en œuvre.

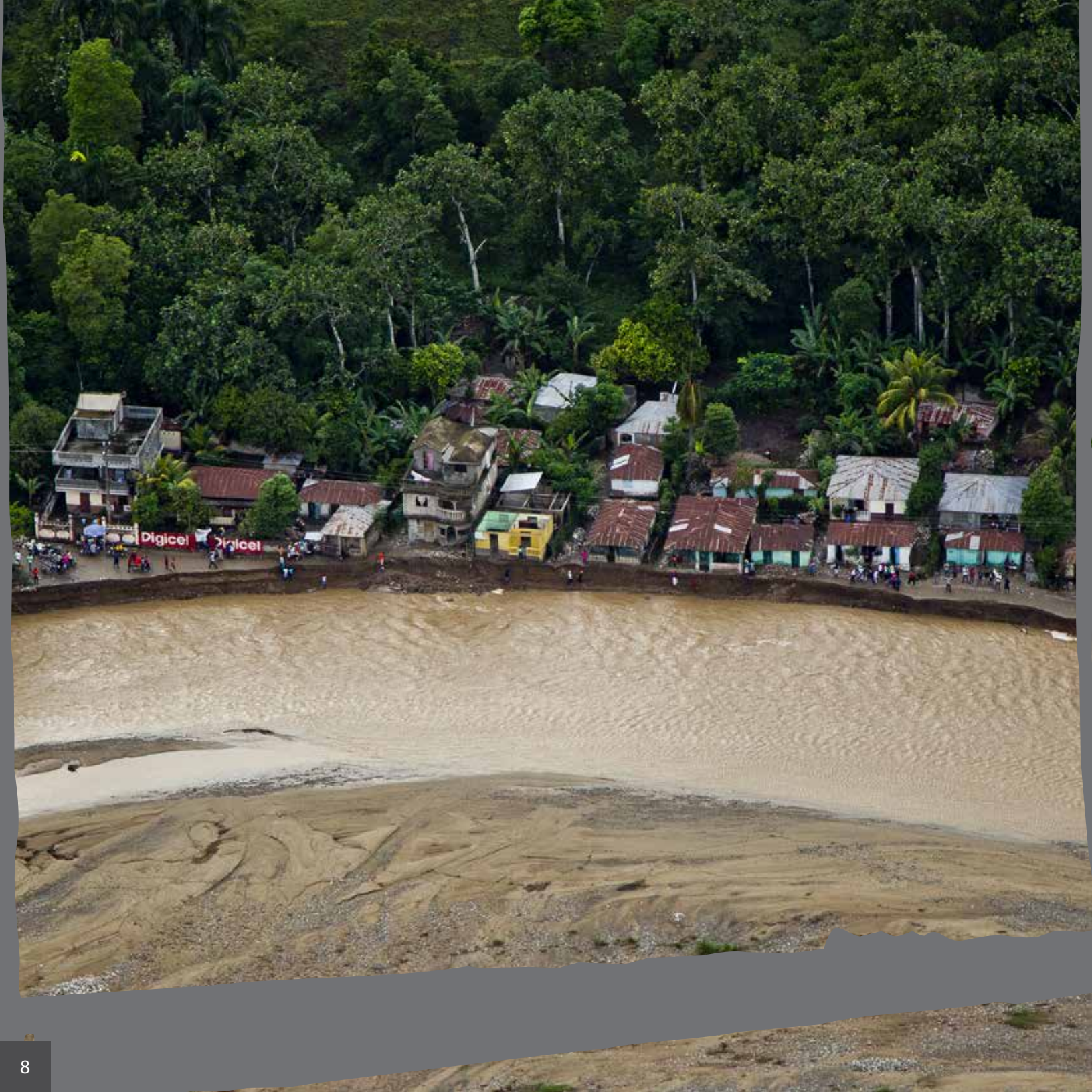
En 2013, le PNUD a renforcé le dialogue entre les Ministères de l'environnement de part et d'autres de la frontière haïtiano-dominicaine et soutenu des rencontres qui ont conduit au lancement de la campagne binationale de reboisement de l'île Hispaniola par les deux présidents, le 5 juin, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement. Via le projet « Frontière verte », et avec l'appui du PNUD, du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), plus de 400 hectares ont été reboisés en Haïti (plus de 800 en République dominicaine) et 800 emplois de courte durée ont été créés dont plus d'un tiers pour les femmes. Les deux pays poursuivent les échanges de bonnes pratiques, renforçant de cette manière la coopération sud-sud.

Au Nord comme au Sud du pays, le PNUD et le gouvernement ont redoublé d'efforts pour réduire les risques socioéconomiques et environnementaux liés aux aléas naturels. Le Programme de réduction de vulnérabilité dans le Sud du pays a par exemple permis, grâce à la construction de murs de protection des rives, au nettoyage de canaux d'irrigation et à la construction de digues de rétention d'eau, d'épargner des communautés entières dans la région des Cayes lors des pluies torrentielles du second trimestre 2013.

Afin de mieux préparer les populations vivant sur les zones côtières, le PNUD et le MDE organisent régulièrement des formations et ateliers de sensibilisation aux changements climatiques. Dans le même sens et avec le soutien du Canada, une nouvelle étape a été franchie par le développement de modèles mathématiques permettant aux habitants d'anticiper le type de culture le plus adapté selon les prévisions climatiques.

Par ailleurs, le PNUD travaille depuis 2013 avec le Ministère de l'environnement sur l'élaboration d'une politique nationale d'adaptation aux changements climatiques qui doit, à terme, préparer le pays à prévenir les effets du réchauffement climatique, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'économie et de l'urbanisation. Un bureau d'étude d'impacts environnementaux est également en cours de création au sein du ministère et la table sectorielle environnementale – lieu de rencontre et de prises de décisions entre les acteurs et bailleurs de l'environnement – a officiellement été lancée en 2013.

En matière de biodiversité, trois baies dans le Nord du pays ont officiellement été délimitées et classées aires protégées marines en 2013 par le Ministère de l'environnement avec l'appui du PNUD et d'autres partenaires tels que la BID ou le CIAT. La prochaine étape consiste au renforcement de la biodiversité dans le Parc La Visite à l'Ouest et le Parc Macaya au Sud-Ouest.


Digicel
Digicel

Pour ne plus trembler face au séisme.

Pour positionner son pays sur la voie du développement, le Gouvernement haïtien continue à placer la gestion des risques de désastres au centre des priorités nationales. Fidèle à sa mission d'accompagner les gouvernements à travers le monde, le PNUD reste engagé en Haïti pour que la capacité destructrice d'un aléa naturel tel que le séisme du 12 janvier 2010 soit réduite au maximum.

En 2013, le PNUD a appuyé le Gouvernement haïtien dans la définition d'une « Feuille de route pour la réduction du risque sismique en Haïti », programme national basé sur quatre grands axes d'action : la surveillance et l'évaluation de la menace, la formation-éducation-sensibilisation, la réduction des facteurs de risque, et un axe de préparation.

Dans ce contexte, les cartes de microzonage en cours de réalisation par le PNUD dans les quatre grandes villes du Nord (Cap Haïtien, Port-de-Paix, Fort Liberté, Ouanaminthe) ont confirmé que les sols sont de nature à amplifier les risques de dommages si un tremblement de terre majeur survient. Les études montrent également que certains bâtiments clés de Cap Haïtien et Fort Liberté pourraient ne pas résister à un séisme majeur. Dans son rapport de conclusion, le PNUD encourage donc un renforcement rapide du bâtit pour répondre aux normes de construction dans chacune des communes à risque.

Des approches préventives sont déjà en application dans le Nord, où le PNUD et le gouvernement s'attèlent à travailler avec les maçons et les ingénieurs civils afin d'assurer que les constructions se fassent dans le respect des normes, sensibilisent les écoles et informent la population. Cette approche doit permettre de renforcer la qualité du bâtit, et aux Haïtiens de développer des comportements qui les protègent en cas de tremblement de terre. Ainsi ont été formé 600 maîtres formateurs, 300 étudiants et plus de 180 volontaires secouristes.

En outre, le PNUD accompagne la Direction de la protection civile (DPC) et mobilise les jeunes dans les écoles dans le cadre de l'initiative « vendredi de la protection civile ». Des exercices pratiques sur le comportement à suivre durant un séisme permettent aux écoliers d'exercer les premiers gestes qui sauvent pour évacuer un bâtiment et identifier des espaces sécurisés pour se mettre à l'abri.

Les secousses sismiques enregistrées au mois de novembre 2013 au Cap Haïtien ont permis de constater une bonne assimilation des comportements à suivre dans les écoles et les administrations.

A l'échelle internationale, le travail du PNUD en Haïti s'inscrit dans le plaidoyer initié par le groupe des Champions politiques pour la résilience aux désastres, composé de représentants de haut rang des grandes institutions nationales et internationales. Le groupe, dont le Premier ministre Lamothe fait partie, souligne l'urgence d'intégrer la réduction des risques de désastres dans la planification et les programmes et d'en faire une question transversale dans le développement national afin de se prémunir et de se relever des désastres.

“Aujourd'hui en 2030, les jeunes Haïtiens disposent d'un travail digne, vivent confortablement et décident eux-mêmes de l'avenir de leur pays.”

Comptable de profession, Jeune Carlyde vit depuis plus d'une dizaine d'année aux Cayes. Bénéficiaire de l'initiative Kfou Biznis du PNUD initiée en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti, elle a été placée dans une entreprise pour parfaire son expérience. Elle est désormais prête pour le marché du travail.

Jeune Carlyde
27 ans
Grande-Anse

Vers plus d'emploi et d'entreprenariat.

Ceinor Monex, 51 ans, est agriculteur à Fort Liberté depuis l'âge de 16 ans. Sa denrée phare, l'arachide a été sélectionnée comme produit emblématique du département du Nord-Est. Sa fierté par rapport à cette sélection égale celle de millions de producteurs qui voient dans le projet de valorisation des chaînes de valeurs des produits typiques locaux un véritable fer de lance de l'économie nationale. Le cacao et le chocolat dans le Nord, les sacs à main et le miel dans le Sud, le papier mâché à l'Est, le fer découpé à l'Ouest… Haïti ne manque pas de produits aussi riches que variés.

Au travers de forums organisés dans les dix départements du pays, agriculteurs, cadres du gouvernement et membres de la société civile et des chambres de commerce locales ont identifié ensemble des produits emblématiques à chaque département. Sur les 539 produits initialement identifiés, 30 ont été retenus comme prioritaires sur base de critères de sélection tels que leur potentiel de création d'emplois, leur impact environnemental, leur capacité d'augmenter la production.

Initié par le PNUD en appui au Ministère du commerce et de l'industrie (MCI), cette initiative constitue l'une des composantes fondamentales d'une politique plus large de création d'emplois sur tout le territoire national.

Mais le PNUD ne concentre pas seulement ses interventions sur les agriculteurs comme Ceinor. Dans l'esprit de favoriser ce processus intégré de développement par la création d'emplois, il a aussi mis en place le Programme de développement des fournisseurs (PDF). Son but est de stimuler l'économie haïtienne en connectant les petits producteurs aux marchés et en renforçant la capacité concurrentielle des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) à travers des partenariats efficaces avec des grandes entreprises pour améliorer la chaîne de valeur. Par exemple, Coca Cola Haïti pourrait produire sa fameuse boisson, en se fournissant à 50% chez des PME haïtiennes.

Les autres initiatives qui alimentent cette stratégie d'emploi ont été mises en place, entres autres, dans un centre GHESKIO au cœur d'un quartier défavorisé de Port-au-Prince. Plus de 500 femmes et hommes en situation de vulnérabilité ont été intégrées dans un pôle de production économique en devenant à la fois membres et actrices d'ateliers d'artisanat, grâce aux compétences qu'elles ont acquises au cours des séances de formations techniques et de gestion telles que : marketing, comptabilité mais aussi couture, papier mâché et fer découpé qui justement est un produit typique local identifié pour la région de l'Ouest d'Haïti.

En parallèle, les bénéficiaires ont accès à un comptoir de services d'appui aux micros-entreprises pour les aider à enregistrer leur business, ouvrir un compte en banque ou les diriger auprès d'institutions de microcrédit. Ce projet est un exemple parfait de la volonté d'engager un partenariat public-privé nécessaire au processus de relèvement économique en Haïti.

A l'origine de ces initiatives qui ont porté leurs fruits en 2013, se trouve un partenariat fort entre le MCI et le PNUD. Conscient du besoin de se renforcer pour accompagner les micros, petites et moyennes entreprises (MPME), le MCI a fait appel à l'expertise du PNUD pour définir et planifier le mandat des directions du ministère. Cet appui technique a aussi permis l'élaboration d'une proposition de politique publique pour les MPME, une première en Haïti.

Avec cette politique, le gouvernement s'engage sur la voie du développement d'Haïti à long terme. Fidèle à sa mission, le PNUD continuera d'appuyer cette démarche au cours des prochaines années dans la perspective d'une Haïti émergente en 2030.

Haïti, quatre ans après le séisme de 2010… depuis la catastrophe, d'énormes efforts ont été consentis pour aider le pays à se relever et améliorer la vie des Haïtiennes et Haïtiens dans les quartiers touchés.

Plus de 80% des dix millions de mètres cube de débris générés par le séisme ont été dégagés des rues de Port-au-Prince. Ce rythme a été plus rapide que celui enregistré en 2004 après le tsunami en Indonésie. Une intervention des Nations Unies a non seulement déblayé un million de mètres cube de décombres mais aussi recyclé ces débris et les a transformés en pavés, escaliers et places publiques où les enfants peuvent aujourd'hui jouer. Cette initiative est encore en cours à Léogâne.

Pour contribuer à la lutte contre la pauvreté dans le pays, le PNUD travaille avec les ministères concernés pour accompagner la transition de l'urgence vers le développement et garantir que les initiatives se pérennisent, s'intègrent directement au cœur des politiques publiques et soient gérées par les institutions haïtiennes en place. Cette logique a permis par exemple, suite aux projets de gestion et recyclage de débris, de créer une Unité de gestion des débris inertes qui a été mise sur pied au sein du Ministère des travaux publics, transports et communications.

De plus, l'appui technique du PNUD a permis au gouvernement la création de l'Unité de construction de logements et de bâtiments publics et le lancement de la Politique nationale du logement et de l'habitat qui font suite aux actions du projet 16 quartiers/6 camps dans le cadre de la relocalisation de plus 11 000 familles déplacées et la fermeture de 50 camps. Les espaces publics reprennent vie...

Vers des quartiers vivants qui se font entendre.

Dans la même intervention et dans l'esprit de garder les Haïtiens au cœur des décisions de leurs quartiers, de leur propre pays, le PNUD a continué à renforcer les plateformes communautaires. Ces huit plateformes sont constituées de 160 femmes et d'hommes des secteurs de la vie associative dont les choix ont été validés par la population et le gouvernement.

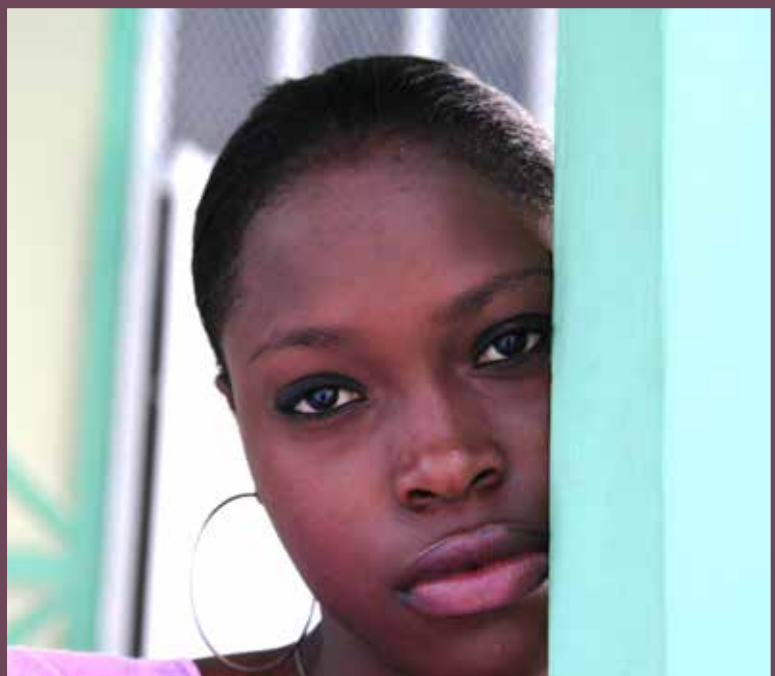
À travers un programme de formations ciblées et des projets d'infrastructures gérées directement par elles, les plateformes apprennent à mieux répondre aux besoins de leurs communautés tout en décidant elles-mêmes des priorités de développement de leurs quartiers, de la réhabilitation de routes à la création d'emplois en passant par la formation professionnelle, ou l'évaluation des risques urbains et l'installation de lampadaires solaires pour assurer la sécurité des femmes le soir.

En parallèle à cette approche intégrée, lutter contre la pauvreté à l'échelle nationale exige tout d'abord une identification des familles les plus vulnérables. Grâce à une série d'enquêtes ménages effectuées par des agents sociaux du gouvernement, la création d'un Registre unique de bénéficiaires a été entamée. Ce registre est un outil clé pour mieux canaliser les ressources disponibles vers les plus vulnérables. Avec l'expertise technique du PNUD, près de 15 000 ménages dans des zones précaires ont été recensés, soit près de 100 000 personnes, et classés selon leur niveau de vulnérabilité. Le Registre est déjà en utilisation dans le cadre des programmes de protection sociale mis en place par le Fonds d'assistance économique et social du gouvernement.

L'objectif de pérennisation à travers ces initiatives reste au cœur du travail du PNUD pour la réduction de la pauvreté dans le contexte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), dont la date butoir est 2015. Un rapport national de suivi des OMD est en cours de rédaction et sera publié en 2014 en partenariat avec le Gouvernement d'Haïti.

Alors que ces interventions continuent de porter leurs fruits, il reste des défis colossaux avant qu'Haïti puisse assurer sa position de pays émergent en 2030. Ces défis pourront uniquement être relevés en partenariat, sous l'égide des autorités nationales, avec l'engagement du peuple haïtien et l'appui des partenaires internationaux.

“Aujourd'hui en 2030, toutes les maisons de Morne Hercule sont construites suivant les normes antisismiques. Les routes sont bien faites et nous permettent de circuler facilement. Le visage de Morne Hercule a beaucoup changé et nous sommes fiers de notre quartier.”



Celestin Gregjine Samantha est écolière et vit avec sa famille à Morne Hercule depuis 2008. Samantha n'avait jamais pensé que Morne Hercule puisse présenter l'image qu'elle projette aujourd'hui, surtout à cause de l'état des routes et des maisons avant les interventions du projet 16/6. En effet, 1 000 maisons, 3 000 mètres de routes et 3 500 mètres de trottoirs ont été réparés. Jeune mannequin, elle rêve que les jeunes puissent fréquenter l'université et contribuer à l'Haïti que tous les Haïtiens veulent pour 2030.

Celestin Gregjine Samantha
21 ans
Morne Hercule

Sur le chemin d'une justice forte et équitable.

Qu'il concerne les domaines de la reconstruction, du logement, de l'aménagement du territoire, de la gouvernance, le renforcement des capacités des institutions publiques est une priorité pour le PNUD. L'objectif est d'appuyer les administrations clés du pays dans la professionnalisation de leurs fonctionnaires mais aussi dans la consolidation des acquis et la planification à long terme des stratégies publiques.

En matière de justice, des progrès importants ont été observés depuis la réorganisation en 2012 du Ministère de la justice et de la sécurité publique grâce au plan de renforcement de ses capacités dénommé PACTE Justice qui planifie sur cinq ans le travail et les budgets des Directions et Services du ministère. Le renforcement de l'inspection judiciaire fait notamment partie des nombreux apports de cet outil stratégique.

Le PNUD a également appuyé en 2013 la constitution, au sein de l'école de la magistrature, d'équipes de formateurs spécialisés sur les affaires de violences basées sur le genre, les techniques d'enquête et le greffe.

Parallèlement, le PNUD a joint ces efforts à ceux de la MINUSTAH, notamment au Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, dans la lutte contre la détention préventive prolongée, problème qui demeure central pour les administrations pénitentiaires haïtiennes.

Sur le plan électoral et à travers le renforcement des capacités des cadres, le PNUD a contribué à la consolidation du système électoral à tous les niveaux grâce à la mise en place du Collège transitoire du conseil électoral permanent (CTCEP) en avril 2013. Le PNUD a de plus soutenu la création du bureau de l'équité du genre au Parlement haïtien et s'est déjà dit prêt à organiser des formations spécialisées en matière de genre et de gouvernance démocratique à l'intention des Parlementaires et des cadres du CTCEP.

En matière de gestion de l'aide internationale, le cadre de coordination de l'aide externe au développement en Haïti a fait un bond en avant en 2013. Mis en œuvre par le Ministère de la planification et de la coopération externe avec l'appui du PNUD, il a vu la tenue de la première réunion de son Comité d'efficacité de l'aide (CEA). Le CEA, forum stratégique rassemblant le Gouvernement haïtien et ses partenaires financiers, a défini les priorités d'intervention pour un développement effectif et durable du pays. Le module de gestion de l'aide externe, banque de données portant sur les financements de la communauté internationale, est désormais en ligne et doit permettre d'améliorer la gestion de l'aide extérieure et son intégration dans le budget de l'Etat.

Le PNUD et ses partenaires ont également poursuivi en 2013 la mise sur pied du projet de réforme administrative, piloté par l'Office de management et des ressources humaines, afin de le doter d'un Programme-cadre de réforme de l'État, dont le premier plan quinquennal est en cours d'exécution (2012-2017). Parallèlement, des esquisses de schémas urbains et régionaux, outils du développement économique et social, ont été développés pour le Ministère de la planification et de la coopération externe.

L'année 2013 a enfin été marquée par la remise officielle de la part du PNUD des logiciels informatiques du programme SIGOB - agenda informatique et politique destiné à gérer toute les correspondances d'une institution publique – au bureau du Premier ministre ainsi qu'au Ministère de la justice, favorisant de cette manière le renforcement du pouvoir exécutif.

“Aujourd'hui en 2030, la parité entre les hommes et les femmes est une réalité dans la fonction publique, les élections sont régulières et transparentes et la justice est accessible à tous les citoyens haïtiens.”

L'équité des genres et l'accès à la justice relevaient encore de l'utopie il y a quelques années en Haïti. Aujourd'hui, les jeunes Haïtiens comme Medgine sont chaque jour plus nombreux à sortir des écoles de magistrature. Grâce aux cycles de formation dispensée par le PNUD dans le but de renforcer les capacités du Conseil électoral permanent (CEP), cette jeune assistante administrative du CEP comprend mieux le cycle électoral, la fonction des partis politiques et peut désormais travailler pour son rêve d'une justice équitable et accessible à tout un chacun.

Medgine Joseph
27 ans
Port-au-Prince

Une lutte quotidienne face au sida et à la tuberculose.

« Je me réjouis de constater que le PNUD s'aligne sur les priorités du Gouvernement haïtien pour rendre des soins de santé de qualité accessible à tous » a insisté Guilène Raymond Charite, Directrice générale du Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) lors de la réouverture du centre de santé de Saint Jean du Sud en octobre 2013.

Dans ce contexte, le PNUD a appuyé la rénovation de 20 centres de santé dans les départements du Sud, Nord et Nord-Est. Un accent particulier a été mis sur la sécurité transfusionnelle avec la réhabilitation du centre des Cayes afin d'assurer l'accessibilité des produits sanguins aux standards internationaux. Parallèlement, la réhabilitation du centre de santé de Saint Jean du Sud permettra d'offrir des services de santé à plus de 15 000 habitants dans le domaine de la consultation prénatale, le planning familial, l'accouchement, le diagnostic et traitement de la tuberculose et le suivi post natal.

C'est dans le cadre du programme du Fonds mondial dans la lutte contre le VIH/sida et la tuberculose que le PNUD et ses 15 sous-récipiendaires interviennent. Leurs initiatives suivent les cibles nationales déterminées directement par le MSPP.

Dans cette lutte quotidienne contre le VIH/sida, près de 52 000 personnes vivant avec une infection avancée du VIH continuent à recevoir une thérapie antirétrovirale. Pour aider les séropositifs à vivre avec la maladie comme n'importe quelle autre maladie, plus de 7 000 sessions de conseils psychologiques ont été organisées à leur profit, ce qui a permis de renforcer leur résilience face à cette maladie.

En Haïti, les jeunes et les travailleuses de sexe constituent les groupes à risque les plus importants. Alors que l'âge des premiers rapports sexuels est de plus en plus précoce, les jeunes manquent d'information et font l'objet d'une forte stigmatisation qui complique leur accès aux services de prévention et de traitement du VIH. C'est pour cette raison que les jeunes sont au cœur du travail du PNUD et du Fonds mondial en appui au gouvernement.

Les travailleuses de sexe, font aussi partie des groupes vulnérables avec un taux de prévalence de 8% comparé à 2,2% dans la population générale. Il est donc primordial de continuer à concentrer les interventions sur ces femmes dont plus de 2 000 ont reçu des formations de sensibilisation sur le VIH/sida, l'utilisation de préservatifs, etc. Plus de 18 millions de préservatifs ont également été distribués entre 2012 et 2013 et plus 500 000 personnes ont été dépistées.

De plus, grâce aux financements du Fonds mondial, 140 000 patients ont été diagnostiqués et traités pour la tuberculose avec un taux de guérison de 75%. Au cours de 2013, 264 centres ont offert des services de diagnostics et de traitements de la tuberculose.

L'augmentation considérable des ressources allouées à la santé ces dix dernières années au travers de l'aide au développement est en train de modifier la façon dont le sida et la tuberculose évoluent dans les pays à revenu faible, comme Haïti. Il reste, certes, encore beaucoup à faire, mais on peut observer des signes d'amélioration spectaculaire et ce, grâce à la persévérance et la pérennisation des programmes. Le nombre de nouvelles infections au VIH diminue dans de nombreux pays les plus touchés par cette épidémie. Haïti en est un excellent exemple.

Le PNUD et ses partenaires, aux côté du gouvernement entendent continuer cette lutte non seulement contre la propagation du VIH/sida mais aussi pour la restauration de la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH et pour la réduction de l'incidence, la prévalence et la mortalité liée à la tuberculose en Haïti.

“Aujourd'hui en 2030, il n'y a plus de sida en Haïti et les jeunes Haïtiens et Haïtiennes ont des comportements responsables par rapport à leur vie sexuelle.”

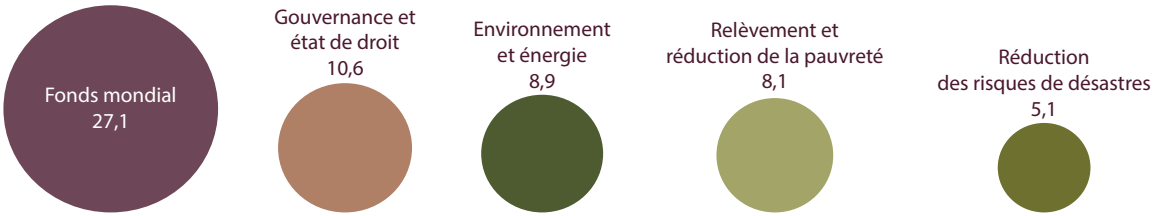
Etudiant en psychologie à l'Université d'Etat d'Haïti, Jonathan Alexandre a bénéficié depuis 2008 des formations de pair-éducateur et counseling au sein de Volontariat pour le Développement d'Haïti (VDH). Aujourd'hui, il est lui-même formateur et prend à cœur son rôle pour sensibiliser les jeunes sur la santé sexuelle, l'utilisation des préservatifs et les maladies sexuellement transmissible comme le VIH/sida. VDH reçoit l'appui du PNUD à travers son programme du Fonds mondial.

Jonathan Alexandre
24 ans
Port-au-Prince

Carte d'identité - PNUD Haïti

Nombre de projets en cours : 33

Budget total du programme en 2013 : 59,8 millions de dollars américains

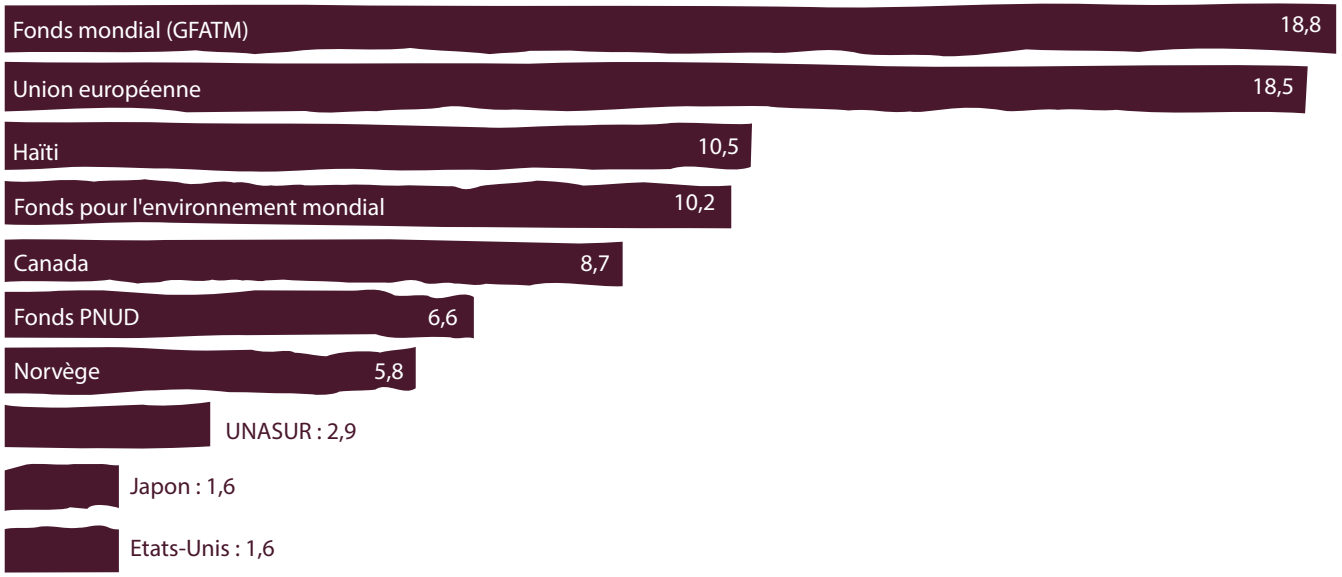


Mise en œuvre en 2013 : 44 millions de dollars américains

Nombre de bulletins de vote «MY World» collectés en Haïti (enquête mondiale des Nations Unies) : 3 000

Partenaires principaux :
Banque mondiale, BID, BPM-OMRH, BPM-UCLBP, CEP, CNIGS, CNSA, Croix Rouge Haïtienne, DINEPA, Directions départementales (Sud, Nord-Ouest, Nord, Nord-Est), EDH, FAES, FAO, GHESKIO, IHSI, MAEC, MARNDR, MC, MCFDF, MCI, MDE, MEF, MICT-DPC, MINUSTAH, MPCE, MSPP, MTPTC, Municipalités (Port-au-Prince, Léogâne, Pétion-Ville), OCHA, OEA, OIT, OMS-PAHO, ONU Femmes, ONU-Habitat, ONUSIDA, PAM, PNUE, Primature, Secrétariat du CIAT, UEH/ONAVC, UNFPA, UNICEF, Université Quisqueya, UNOPS, Présidence.

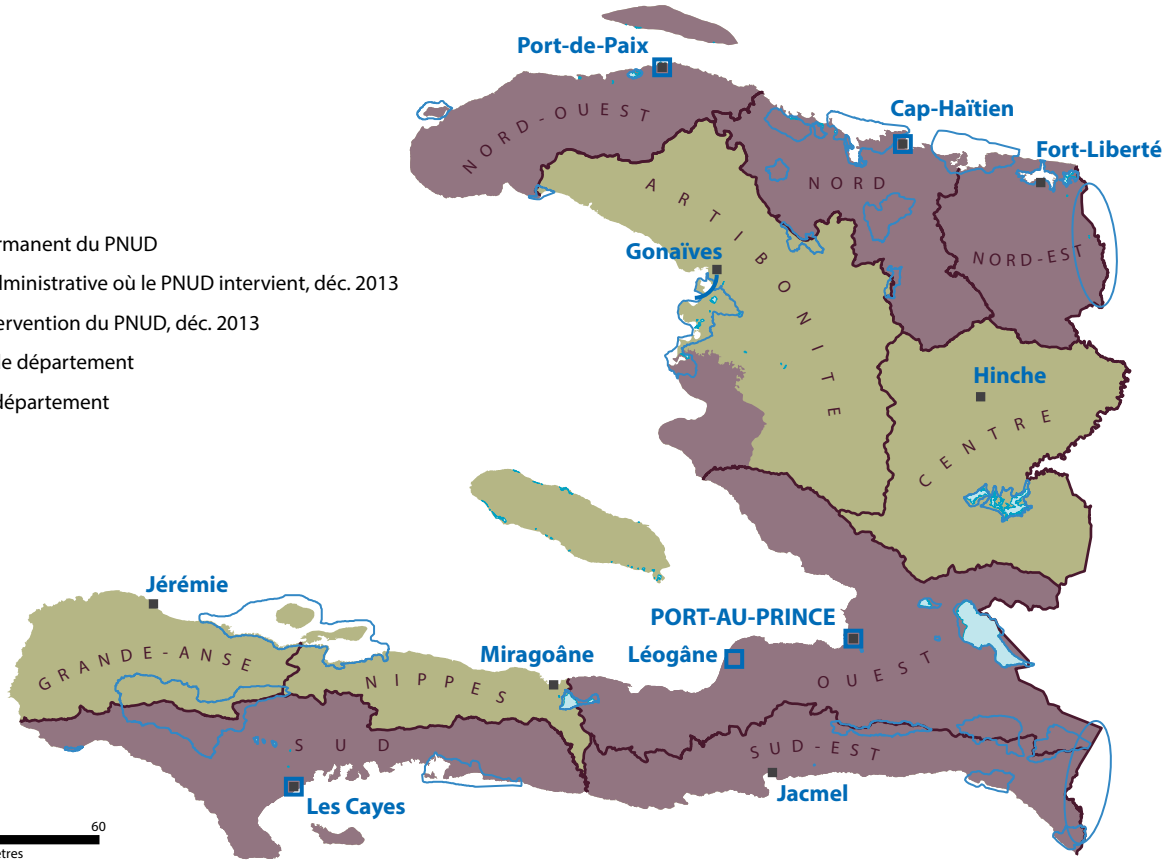
Contribution des bailleurs de fonds principaux en 2013 (en millions de dollars américains) :



Carte d'identité - Haïti

Superficie	**27 750 km²**
Population	**10 579 230 habitants**
Jeunesse	**15-24 ans : 20,5 %**
Division administrative	**10 départements 42 arrondissements 133 communes 570 sections communales**
Couverture forestière	**Moins de 2 % du territoire**
Vulnérabilité par rapport aux aléas naturels	**Risques sismiques Inondations Ouragans**
PIB par habitant	**1 058 dollars américains**
Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB	**Secteur primaire : 23 % Secteur secondaire : 18 % Secteur tertiaire : 59 %**
Taux de chômage	**40,6 %**
Pauvreté extrême	**56 % des Haïtiens vivent avec moins d'un dollar par jour, 76% avec moins de deux dollars par jour**
Indice de développement humain	**0,456 - 161ème (sur 187 pays)**
Taux d'alphabétisation	**Femmes 74 %, Hommes 79 %**
Taux de séropositivité du VIH/sida	**2,2 %**
Taux d'accès à l'eau potable	**64,8 %**
Enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition chronique	**22 %**

Sources de données : IHSI/CELADE (2008 et 2013), Banque Mondiale (2012), IHSI (2007 et 2001), PNUD HDI (2013), EMMUS V (2012)



Légende

- Bureau permanent du PNUD
- Division administrative où le PNUD intervient, déc. 2013
- Zone d'intervention du PNUD, déc. 2013
- Chef-lieu de département
- Limite de département

Les frontières et les noms indiqués, ainsi que les appellations utilisées sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'Organisation des Nations Unies.

Osons demain

Programme des Nations Unies pour le développement

Décembre 2013
Tous droits réservés
Mise en page - Unité communication, PNUD Haïti
Photos - PNUD Haïti, Andres Martinez Casares, MINUSTAH, Ciné Institute, OIM

www.ht.undp.org